



LA DÉ- CADE

LA LETTRE DU CERCLE
JEAN-BAPTISTE SAY

“Les lumières et la morale
sont aussi nécessaires au
maintien de la République
que le fut le courage pour
la conquérir.”

octobre 2018

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1794 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l’affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d’instruire et amuser » !

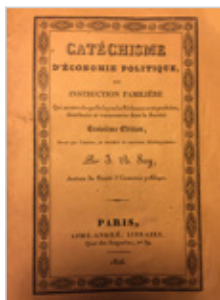
« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l’outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d’économie, tâchera d’instruire et tentera d’amuser... Tentez votre chance ! L’abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d’un révolutionnaire qui a si bien compris l’importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l’échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité !

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l’économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu’ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l’ambition de la Décade.

Il nous l’avait bien dit

octobre 2018

Du moment que l’on crée ou qu’on augmente l’utilité des choses, on augmente leur valeur...



La transformation numérique de l’industrie remet notre industrie nationale dans l’actualité : le caractère impératif pour toute économie saine et indépendante d’en conserver une forte et le déclin de la nôtre interrogent à nouveau sur le devenir de notre prospérité.

« On produit d’une première manière en recueillant les choses que la nature prend soin de créer. Et une première industrie les met en position de pouvoir servir à la satisfaction de nos besoins. C’est l’industrie du mineur qui rend la houille propre à ses usages.

On produit d’une seconde manière en donnant aux produits d’une autre industrie une valeur plus grande par les transformations qu’on leur fait subir ; c’est l’industrie manufacturière. Enfin, on produit encore en achetant un produit dans un lieu où il a moins de valeur, et en le transportant dans un lieu où il en a davantage, c’est l’industrie commerciale.

Toutes ces industries sont en rapport : elles consistent à prendre un produit dans un état, et à le rendre dans un autre où il a plus d'utilité et de valeur. Toutes les industries pourraient se réduire à une seule. De façon ou d'autre, du moment que l'on crée ou qu'on augmente l'utilité des choses, on augmente leur valeur, on exerce une industrie, on produit de la richesse. »

Catéchisme d'Économie Politique. 1815 (citations reprises et réorganisées par la Décade)

Analyse économique

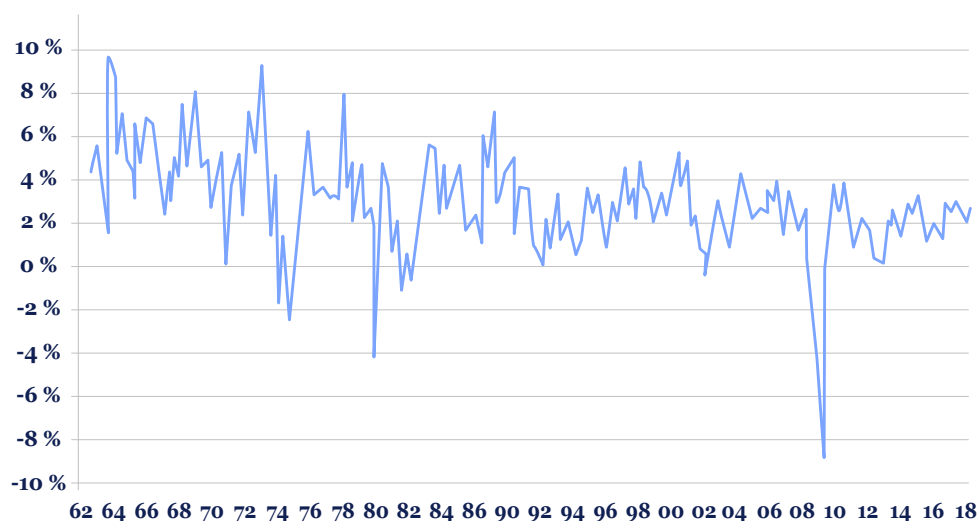
octobre 2018

10 graphes - 10 ans - 2008/2018

Le 15 septembre 2008, Lehman Brothers faisait faillite, transformant ce qui était déjà un ralentissement économique en une récession d'une ampleur inédite depuis l'après-guerre. Nous vous proposons de célébrer cet anniversaire avec dix graphes qui nous semblent décrire l'évolution de l'économie mondiale depuis lors.

I. Une crise d'une violence inédite

OCDE : Croissance trimestrielle annualisée du PIB

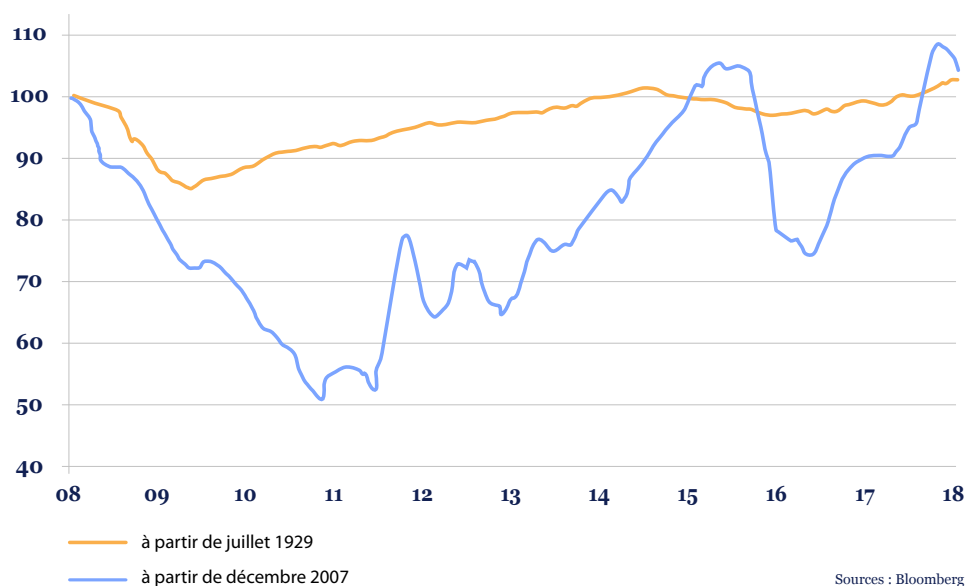


Sources : OCDE

L'absence de données historiques empêche de faire des comparaisons mondiales avec les Années Trente, mais la crise de 2008-2009 a vu une contraction de l'activité inouïe. À l'échelle des pays de l'OCDE, le volume d'activité économique baisse de 5% en l'espace de deux trimestres.

II. La dépression qui n'a pas eu lieu

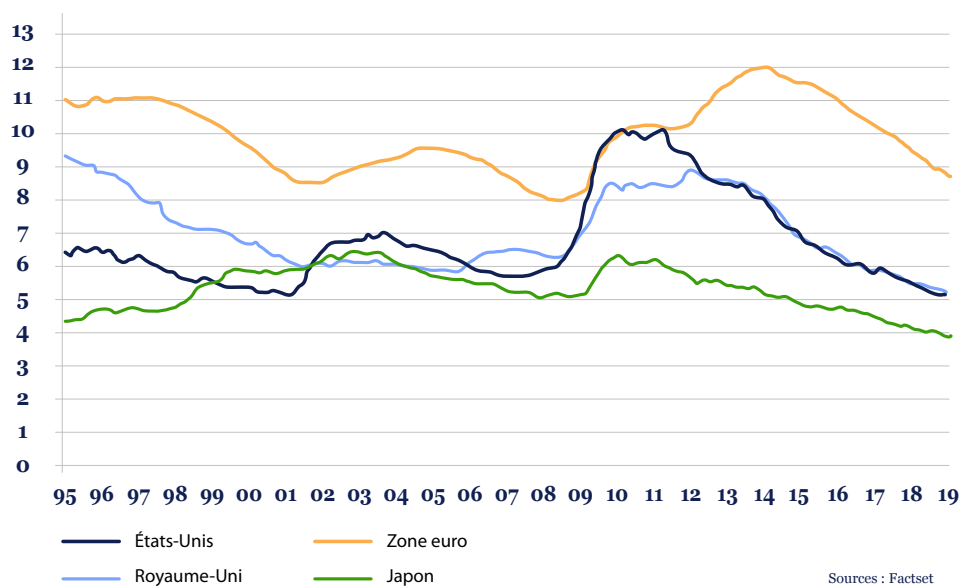
Production industrielle américaine



La production industrielle américaine est une des rares données calculées depuis assez longtemps pour faire des comparaisons avec les Années Trente. L'activité économique a beaucoup moins baissé qu'alors, mais dix ans plus tard, le niveau est à peu près le même.

III. Un chômage en grande partie résorbé

Taux de chômage

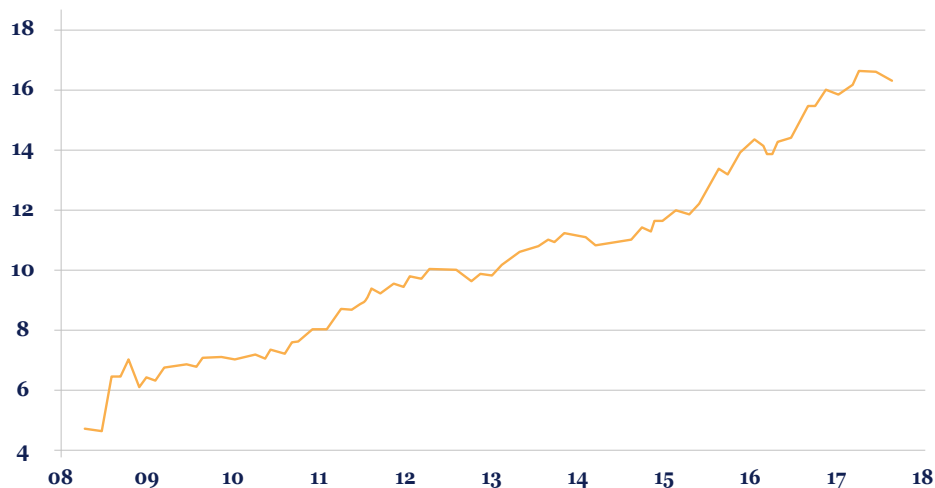


Dans la plupart des économies développées, le taux de chômage a retrouvé ou est en train de retrouver ses points bas historiques.

IV. Une réponse dominée par les politiques monétaires exceptionnelles

Taille du bilan des principales banques centrales développées

(Fed, BCE, BoJ, BoE, BNS, Riksbank)

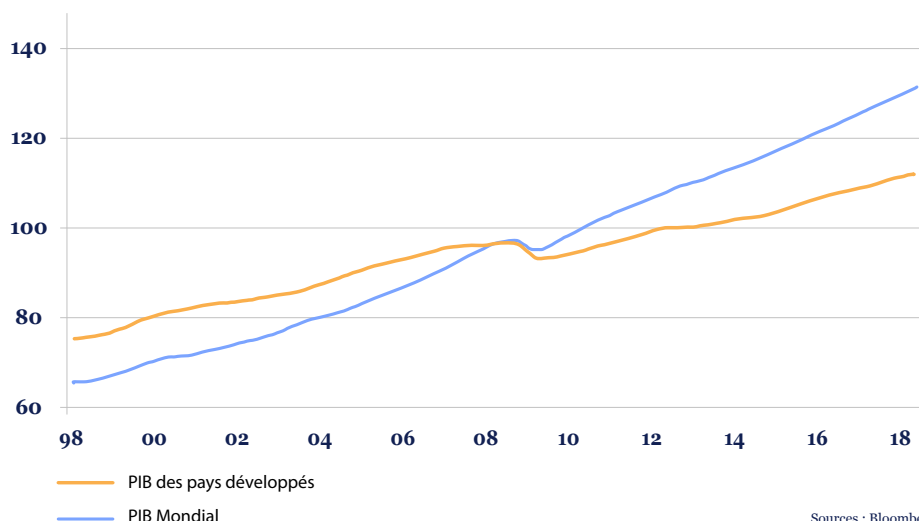


Sources : Bloomberg

Les gouvernements ont eu recours à l'arme budgétaire, mais l'essentiel du soutien a été apporté par les politiques monétaires, notamment au travers de mesures très inhabituelles pour les banques centrales. Outre des taux d'intérêts extrêmement bas, celles-ci ont acheté plusieurs trillions de dollars d'actifs financiers. Sur les dernières années, on observe des divergences notables. Aux États-Unis, la politique monétaire a été durcie, la politique budgétaire assouplie. L'inverse s'est produit en Europe.

V. Une crise qui a tout de même laissé des traces

PIB en niveau base 100 au troisième trimestre 2008

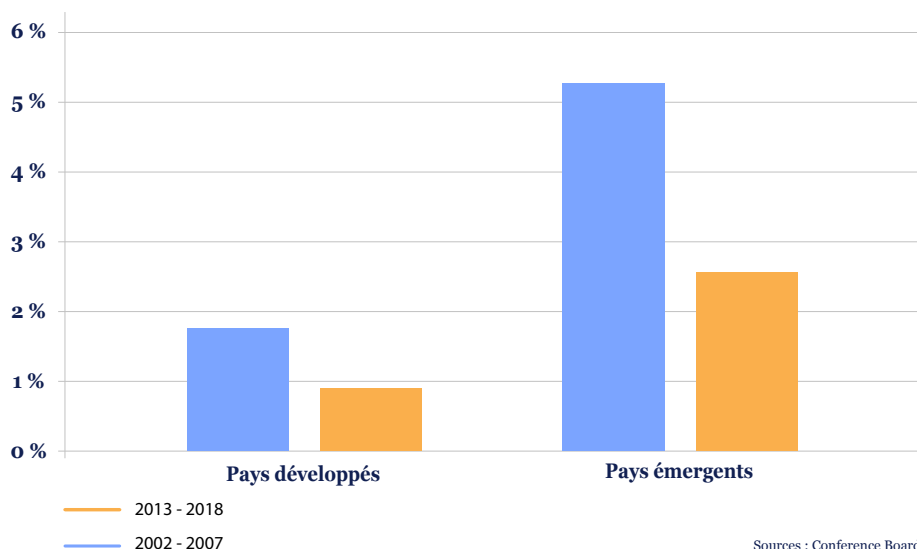


Sources : Bloomberg

La crise a laissé une empreinte durable sur les économies développées qui sont sur un sentier de croissance inférieure à la tendance pré-crise. À l'échelle de la planète, la crise a laissé une marque moins profonde.

VI. Une moindre croissance de la productivité

Croissance moyenne de la productivité du travail

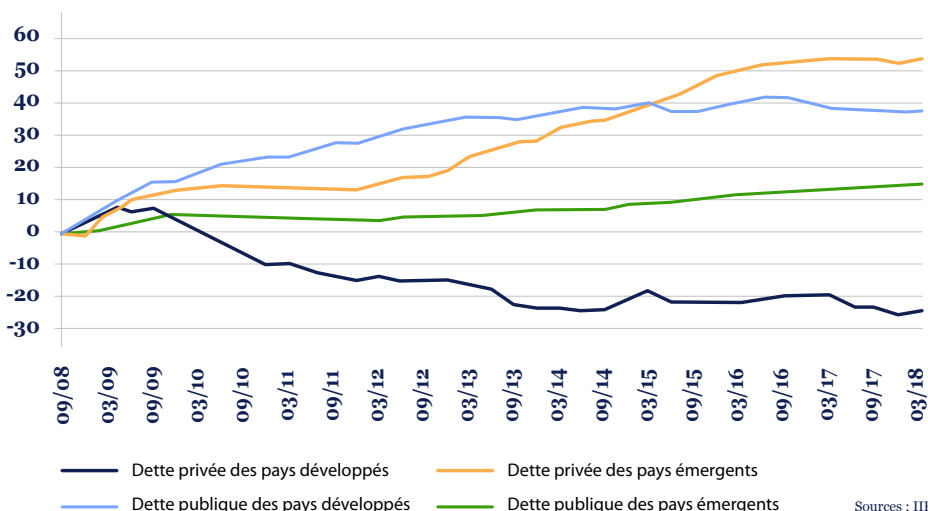


La croissance de la productivité a ralenti partout dans le monde, dans les économies développées comme dans les économies émergentes. Ceci s'explique notamment par un moindre investissement, malgré les taux très bas, mais aussi par un ralentissement de la productivité globale des facteurs. Or comme nous l'avons rappelé à plusieurs reprises, la productivité est la clé de la prospérité d'une économie.

VII. Une dette redistribuée plutôt que diminuée

Évolution du poids de la dette

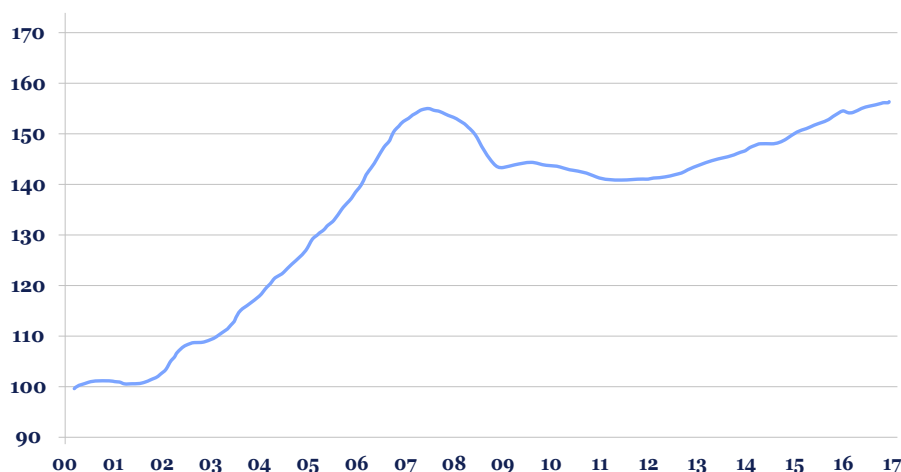
(variation du ratio dette / PIB des différentes zones depuis le T3 2008)



Le désendettement du secteur privé des pays développés a eu pour contrepartie une hausse de la dette publique. La dette privée des pays émergents a fortement augmenté. Cela constitue une fragilité pour l'avenir.

VIII. Des prix de certains actifs financiers très élevés

Indice FMI global des prix de l'immobilier

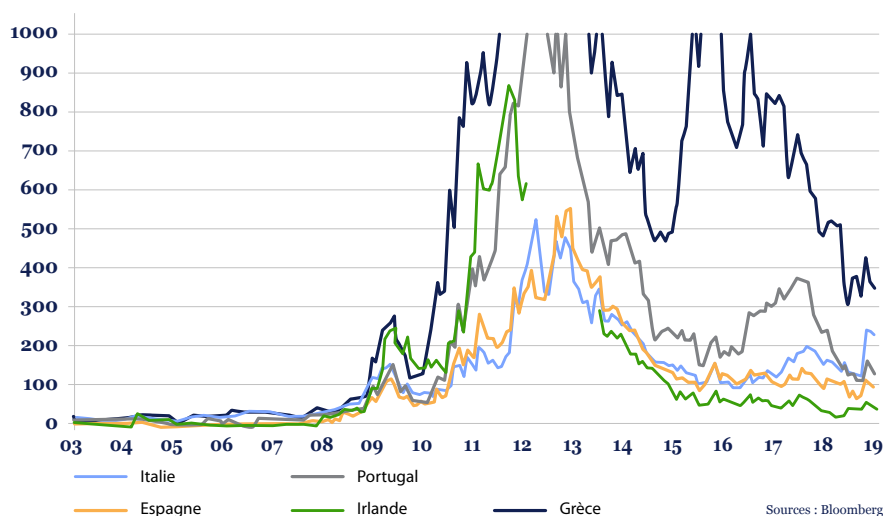


Sources : FMI

Les politiques monétaires très accommodantes ont contribué à une nette appréciation du prix de certains actifs financiers, comme les obligations, ou des prix de l'immobilier, ce qui constitue une autre source de fragilité.

IX. Des interrogations persistantes sur la zone euro

Périphériques: marges de crédit par rapport à l'Allemagne

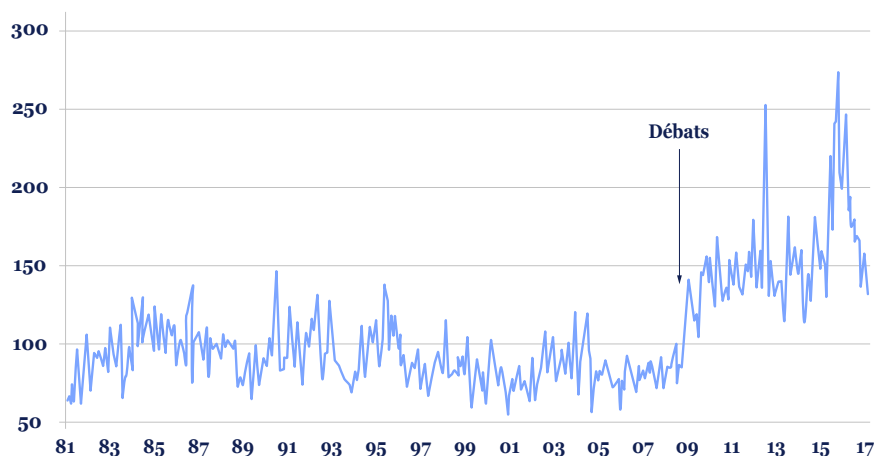


Sources : Bloomberg

Une des conséquences de cette crise financière a été la crise de la zone euro. Alors qu'avant 2008, toutes les dettes des pays de la zone euro traitaient sur des taux d'intérêts très proches, des primes de risque se sont constituées entre les pays.

X. Plus globalement, un contexte politique délétère

États-Unis : Indice de polarisation politique au Congrès



Sources : Réserve Fédérale de Philadelphie

Dans de nombreux pays, l'environnement politique s'est considérablement polarisé au détriment des partis traditionnels, ce qui contribue à davantage de volatilité.

À l'échelle de la planète, cela s'inscrit dans un contexte marqué par un déclin du multilatéralisme.

Conclusion

Si le pire a été évité, l'économie mondiale présente encore de nombreuses lignes de faille.

La faiblesse de la croissance de la productivité est particulièrement préoccupante, mais la dégradation du contexte politique dégrade les institutions qui sont, comme nous l'évoquions le mois précédent, importantes pour créer de la prospérité partagée.

Reçu 10/10



octobre 2018

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

« **Pour l'Eco** », nouveau magazine destiné aux lycéens et étudiants.

Le journaliste [Stéphane MARCHAND](#) a lancé en septembre ce mensuel (4,90 euros) qui vient sans doute concurrencer le monopole d' « Alternatives Économiques » dans les milieux pédagogiques. Une ambition et une lecture alternative ne peuvent être que bienvenues et le premier numéro nous a semblé dénué d'idéologie et de préconceptions morales, ce qui est un bon démarrage si l'on veut bien comprendre et expliquer les mécanismes économiques.

Toutefois, un article de Xavier TIMBEAU, directeur de l'OFCE, qui prétend que la France n'est pas en faillite parce qu' « il suffirait de prendre 44 000 euros à chaque français pour rembourser instantanément la dette publique » nous a semblé particulièrement médiocre ; d'un autre côté une bande dessinée sur les hedge funds à la fin du magazine a été réalisée par des auteurs qui semblent n'y rien entendre et qui dissimulent leur ignorance derrière les clichés.

La Décade salue donc l'initiative de « [Pour l'Eco](#) », et son slogan « comprendre pour réussir », mais l'encourage à remonter son niveau d'exigence quant aux contenus ! Alors ce mois-ci ce sera seulement 8/10 !



Collé 0/10



octobre 2018

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)

L'industrie française à la traîne, à nouveau...

Ce n'est pas un constat nouveau, mais un cruel rappel qui ressort d'une [étude comparative du Trésor](#) (p. 162) sur l'industrie de notre pays qui accompagne le projet de loi de finances pour 2019. De 2000 à 2016, notre industrie a reculé de 3% alors que la production industrielle allemande a progressé de 25%. Notre industrie ne représente plus que 10% du PIB contre 16,5% à l'époque. Le secteur textile, habillement cuir, chaussure a perdu plus de 50%, l'automobile 28%, les industries électriques 20%, et avec la plus grande forêt d'Europe, la France a perdu 13% de sa production de bois-papier...

Tableau 1 : Évolution de la production industrielle en volume, %

		France (2000-2016)	Allemagne (2000-2015)
	Industrie manufacturière	-3	25
Branches de haute technologie	Matériels de transport hors automobile (aéronautique, ferroviaire, etc.)	87*	75
	Industrie pharmaceutique	72	57
	Produits informatiques, électroniques et optiques	-1	85
Branches de moyenne-haute technologie	Machines et équipements	-2	30
	Industrie chimique	-3	12
	Équipements électriques	-20	6
	Industrie automobile	-28*	57
Branches de moyenne-basse technologie	Réparation, installation et produits manufacturés divers	7	18
	Caoutchouc, plastique et autres produits minéraux non métalliques	-3	15
	Métallurgie et produits métalliques	-10	16
	Cokéfaction-raffinage	-34	-3
Branches de basse technologie	Industries agroalimentaires	5	9
	Bois, papier et imprimerie	-13	1
	Textile, habillement, cuir et chaussures	-51	-32

Sources : DGE, données : Insee et Destatis. *Période 2000-2015.

Pourquoi c'est grave, alors que tant de voix ont chanté l'économie des services et des loisirs ? C'est que nous continuons de consommer des biens qu'il faut bien produire ! Et l'industrie concentre 75% des dépenses de Recherche et Développement des entreprises : pour ses produits et pour ses process. C'est donc l'industrie qui permet la productivité qui conditionne la croissance et la compétitivité d'une économie. Il n'y a guère de gains de productivité dans la restauration ou l'hôtellerie...Ce fléchissement marqué de notre industrie n'est en effet pas compensé par le développement de services à forte valeur ajoutée susceptibles des nous apporter des revenus compensant nos importations de biens (logiciels, plateformes internet du type Google ou Microsoft, etc.).

En finançant nos dépenses sociales surdimensionnées sur la production, la France, perdant en productivité, assèche progressivement et sûrement les ressources qui financent bien-être de sa population...Ce qui s'appelle sacrifier l'avenir au présent.

Pour se consoler, on se livrera à la lecture du rapport de l'Institut Montaigne « [Industries du futur](#) » qui ouvre quelques pistes pour que la révolution en cours ne balaye pas ce qui reste de notre industrie.

Parole d'entrepreneur

octobre 2018

Didier OUDIN – Groupe Arom



Didier OUDIN a fondé et dirige le groupe Arom, traiteur, qui a remporté les appels d'offres du Nouveau Stade de Bordeaux et de la Cité des civilisations du vin.

Titulaire d'un BTS de gestion hôtelière et d'un MBA HEC 98, Didier Oudin a toujours travaillé dans l'univers de la restauration. Il a tenu de 1984 à 1994 trois établissements à Paris avant de prendre la direction générale de Scott et Mauduit, vendue en 2004 au Groupe Butard Enescot.

En 2005, il quitte le groupe en lui rachetant les parts de la société Lacoste Traiteur qu'il fait passer en 10 ans de 1,9 M€ à 11 M€.

Il crée la holding Arom qui chapeaute 4 traiteurs : Lacoste Traiteur, La Grif Gourmande, et Signature by..., et plus récemment Les Deux Coudes sur la Table, une activité plateaux-repas et coffrets cocktails : Dabbawala, La Boulangerie AROM, et un restaurant et salle de réception : Le Carré du Lac.

Le nouveau siège de 1700 m² à Eysines devient le plus grand laboratoire traiteur du sud-ouest. Le groupe vise un CA de plus de 20 M€ avec plus de 200 salariés équivalents temps plein à échéance 2020.

1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

Je suis né entrepreneur. Mon père m'a transmis la fibre entrepreneuriale. Son indépendance et son rapport au travail m'ont toujours plu.

Quand on est entrepreneur, on a un rapport au travail qui est beaucoup plus puissant que lorsque l'on travaille pour quelqu'un.

Dès le début de ma carrière, j'ai eu des restaurants et j'ai tout de suite « attaqué dans le dur ». La crise de la quarantaine m'a bien poussé à faire un petit détour chez un patron, mais celui-ci a eu l'intelligence de se rendre compte que j'étais avant tout un entrepreneur. J'ai donc réussi à être un patron...chez un patron. J'ai toujours été programmé pour ça.

Le confort ne me va pas. J'aime bien me mettre en danger même si c'est souvent compliqué. J'ai besoin d'être dans l'action, pas dans la contemplation du temps qui passe.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

S'il est mauvais oui.

Le but est au contraire de développer un esprit dans l'entreprise qui permette aux gens de se libérer et d'entreprendre, chacun à leur niveau.

La seule chose que l'entrepreneur est seul à prendre c'est le risque d'entreprendre. Cette fameuse épée de Damoclès que les salariés n'ont pas au-dessus de la tête.

Mais tout ça doit changer. Demain il faudra donner dans l'entreprise plus de participation et de vie aux gens qui le souhaitent pour qu'ils aient vraiment un rôle d'entrepreneur, qu'ils participent à la prise de risque, et au partage de la valeur créée.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

La réponse évidente serait l'argent et plus d'argent. Mais je me rends compte que ça n'est pas ma finalité personnelle.

Avec les volumes que l'on gère, quelques points âprement négociés ici et là nous permettraient de générer des marges plus confortables, mais ça n'est pas mon combat personnel. C'est plutôt celui de mes équipes.

Ma création de valeur c'est de créer de la valeur pour les gens qui m'entourent dans l'entreprise, tous ceux qui portent et développent nos activités avec enthousiasme et intelligence, sans compter.

Pour moi la création de valeur se fait essentiellement sur l'humain. Je me battraï toujours pour que l'entreprise crée de la valeur pour tous ces gens qui nous ont amenés ici et qui travaillent avec moi.

Comme je me battraï pour garder le plus possible la valeur créée au sein de l'entreprise pour qu'elle soit partagée entre ceux qui l'ont créé plutôt que prélevée et redistribuée sans rapport avec le travail qui l'a créée.

4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

1. Diminuer les prélèvements sociaux pour augmenter proportionnellement les rémunérations et ainsi relancer la consommation et l'activité.

La diminution des charges en soi est un combat d'arrière-garde. C'est comme la diminution de la TVA, ça n'apporte rien sur le long terme.

Sauf si les 43 points qui sont prélevés devenaient 20 et que la différence profite directement aux salariés.

2. Revoir le rôle du système bancaire dans le financement des PME comme la mienne.

Nous comprenons bien que les banquiers ne sont pas là pour « jeter l'argent par les fenêtres », mais il faut savoir qu'aujourd'hui on ne prête pas à une entreprise comme la mienne sur un secteur d'activité traditionnel.

Et si on ne me prête pas, je ne peux pas développer.

Les activités traditionnelles souffrent d'une concurrence déloyale de la part des nouveaux acteurs face au financement bancaire. Avec des historiques connus de rentabilités bien plus raisonnables que les promesses des nouveaux « business models » des start-ups de la nouvelle économie, il est souvent difficile d'obtenir le soutien des banques.

Tous les banquiers que je reçois sont impressionnés par notre parcours et ce que nous sommes devenus, mais absents lorsqu'il s'agit de nous fournir le levier financier nécessaire pour franchir nos prochaines étapes de développement. Alors que de notre côté, ce ne sont pas les idées ni l'envie qui manquent...

3. Mener une lutte sans merci contre les fraudeurs qui tuent le système

Halte à l'AT ! L'AT est notre ennemi !

L'arrêt de travail tue le système. Avec toutes ses conséquences dans le fonctionnement des entreprises : coûts associés, temps passés à trouver des solutions alternatives et désorganisation des processus internes.

Il y a beaucoup trop d'abus dans la gestion des arrêts de travail, et dans une industrie comme la nôtre, l'arrêt de travail c'est un peu l'arrêt de mort...

En tant que chef d'entreprise, je ne compte plus les contrôles fiscaux. Je ne vous cache pas que j'aimerais parfois voir le même zèle se déployer côté social et arrêts de travail...
